

### Questions au Feuilleton

de thé et services consultatifs aux ministères du Développement du Mahaweli, de l'Industrie, du Logement et des Pêches. Période du projet: 1978-1983.

(v) Usine de papeterie d'Embilipitiya: subvention d'assistance technique de 1.75 million de dollars en vue de former du personnel pour la gestion, l'exploitation et l'entretien de la papeterie de la National Paper Corporation à Embilipitiya. Période du projet: 1976-1980.

(vi) Prêt pour l'achat de produits de base et d'engrais: prêt de 20 millions de dollars en vue de fournir des matières premières et des engrais industriels canadiens tout en soutenant la production agricole et industrielle. Période du projet: 1978-1982.

(vii) Subvention pour la potasse: subvention de 30.5 millions de dollars pour la fourniture de potasse canadienne et la prestation d'assistance technique dans le secteur de la recherche sur la potasse. Période du projet: 1981-1984.

#### Déboursés effectués par l'ACDI sur une base bilatérale au gouvernement du Sri Lanka

Exercice financier	Déboursés (\$000)				Exercice financier	Déboursés (\$000)			
	Subventions	Prêts	Aide alimentaire	Total		Subventions	Prêts	Aide alimentaire	Total
1975-1976	602	2,986	4,778	8,366	1979-1980	2,095	10,087	3,980	16,162
1976-1977	1,214	8,067	9,564	18,845	1980-1981	2,557	35,456	0	38,013
1977-1978	875	7,037	9,123	17,035	1981-1982	12,211	24,567	5,880	42,658
1978-1979	2,108	13,130	14,950	30,188	1982-1983*	7,916	28,516	10,000	46,432

\*Les chiffres finals de déboursés ne sont pas encore disponibles pour l'exercice financier 1982-1983.

#### Déboursés de la direction générale des programmes spéciaux au Sri Lanka

Divisions	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	1982-1983
Organisations non-gouvernementales	264,135	175,573	222,177	156,672	202,681	66,209	255,738
Coopération institutionnelle et des services au développement	—	—	—	—	154,000	441,727	254,003
Coopération industrielle	—	—	—	—	109,242	218,158	65,959
Direction de promotion de la gestion	—	—	—	—	—	—	—
Organisations non-gouvernementales internationales	—	—	—	—	—	100,000	—
Programme volontaire d'aide au développement agricole	—	—	—	—	—	—	—

[Traduction]

### QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

**M. David Smith (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** Madame le Président, si les questions n<sup>os</sup> 4788 et 4849 pouvaient être transformées en ordres de dépôt de documents, les documents seraient déposés immédiatement.

**Mme le Président:** On a répondu aux questions énumérées par le secrétaire parlementaire. Plaît-il à la Chambre que les questions n<sup>os</sup> 4788 et 4849 soient transformées en ordres de dépôt de documents?

**Des voix:** D'accord.

[Texte]

#### LES SUBVENTIONS AUX TROUPES D'ARTS DU SPECTACLE

Question n<sup>o</sup> 4788—**M. Howie:**

En a) 1981, b) 1982, c) 1983 jusqu'à ce jour, combien a-t-on versé à chaque théâtre des arts du spectacle ou troupe en résidence au Canada?

(Le document est déposé.)

#### LES PROGRAMMES DE TRANSFERTS ET DE PÉRÉQUATION

Question n<sup>o</sup> 4849—**M. Howie:**

1. Au cours de chacune des cinq dernières années, combien a-t-on versé directement à la province du Nouveau-Brunswick, pour chaque programme?

2. Au cours de la même période, combien a-t-on versé chaque année au gouvernement des provinces, en vertu des programmes de transferts et de péréquation?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

**M. Smith:** Madame le Président, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

**Mme le Président:** Les autres questions vont-elles rester au *Feuilleton*?

**Des voix:** D'accord.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

#### LA LOI SUR LES PARIS COLLECTIFS SPORTIFS

##### MESURE PRÉVOYANT L'EXPLOITATION PUBLIQUE DE PARIS COLLECTIFS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 27 juin 1983, du projet de loi C-95, tendant à prévoir l'exploitation publique de paris collectifs sur les combinaisons de certaines épreuves ou manifestations sportives et à modifier le Code criminel et la loi de l'impôt sur le revenu, dont le comité permanent des communications et de la culture a fait rapport avec des